



AVIS DE VACANCE DE POSTE

dans les établissements hospitaliers

de la Nouvelle-Calédonie

N° CS18-3460-43 du 5/02/2018

LOCALISATION DU POSTE	DESCRIPTIF DU POSTE
<p>Collectivité : Centre hospitalier spécialisé (CHS) Albert Bousquet</p> <p>Service : Psychiatrie générale</p> <p>Spécialité : Psychiatrie adulte / Addictologie</p> <p>Site : Nouméa</p>	<p>Intitulé du poste : Praticien hospitalier</p> <p>Corps : Praticien des établissements hospitaliers de la Nouvelle-Calédonie</p> <p>Clôture des candidatures : 3/04/2018</p> <p>Poste susceptible d'être pourvu : 2^{ème} semestre 2018</p>

RECRUTEMENT PAR VOIE STATUTAIRE (intégration ou détachement)

Pour ce poste, les candidats devront remplir les conditions prévues par la délibération n° 139/CP du 26 mars 2004 portant statut des praticiens des établissements hospitaliers de la Nouvelle-Calédonie.

PROFIL

Titres et diplômes requis

- Titulaire d'un doctorat en médecine
- Titulaire d'un DESC ou d'un DU ou de tout autre diplôme attestant d'une compétence en addictologie
- Médecin spécialiste en addictologie, ancien interne des hôpitaux ou ancien chef de clinique des universités comptant au moins deux ans de service effectifs en cette qualité

Expériences et compétences souhaitées

- Expérience de l'addictologie intra et extra-hospitalière
- Expérience ou intérêt pour la prise en charge en milieu hospitalier ou en milieu pénitentiaire
- Compétences et motivations certaines pour une approche dans un contexte pluri-culturel
- Aptitude à animer ou participer à des réseaux et à développer l'addictologie de liaison
- Intérêt pour les problèmes de santé publique
- Capacité à gérer une équipe et à faire les rapports administratifs d'une unité fonctionnelle

FONCTIONS ET MISSIONS EXERCEES

- Prise en charge et responsable d'une unité fonctionnelle d'addictologie (alcool, cannabis, tabac, ...)
- Consultations au centre de soins en addictologie et au sein des établissements hospitaliers
- Consultations externes au centre pénitentiaire de Nouméa
- Participation à l'élaboration des projets médicaux et aux rapports d'activité
- Engagement à l'utilisation des outils informatiques de l'établissement selon les modalités convenues par les instances de l'établissement
- Participation aux enseignements et à la formation des professionnels
- Missions possibles de « référent » auprès d'établissements médico-sociaux, conformément au schéma de santé mentale de la Nouvelle-Calédonie
- Missions possibles dans les dispensaires des provinces Sud, Nord et des îles Loyauté

CONTACT POUR RENSEIGNEMENTS PROFESSIONNELS

Dr Jean-Luc LEHERICY
Chef du service de psychiatrie générale
Tél : (+687) 24.36.67 – Fax : (+687) 24.36.26
Courriel : jl.lehericy@chs.nc

MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES

Le dossier de candidature est à demander à la :

Direction des Affaires Sanitaires et Sociales de Nouvelle-Calédonie

Service de la Tutelle et de la Planification Hospitalières
BP M2 – 98 849 Nouméa cédex (Nouvelle-Calédonie)

Tél : (+687) 24.37.37

Courriel : sylvie.cugola@gouv.nc

Le dossier de candidature doit être présenté de manière à faire ressortir les qualifications du candidat, titres et travaux et comportera, au minimum, les pièces suivantes :

1. une demande manuscrite de candidature mentionnant la spécialité et la fonction souhaitées,
2. un extrait d'acte de naissance datant de moins de cinq mois à la date de clôture des candidatures, ou une photocopie lisible de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité à la date de clôture des candidatures,
3. une copie des diplômes, certificats, titres ou autorisations permettant l'exercice de la profession en Nouvelle-Calédonie dans la spécialité demandée, conformément à la réglementation en vigueur,
4. un curriculum vitae détaillé avec photo d'identité,
5. pour les ressortissants français, un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de cinq mois à la date de clôture des candidatures. Pour les ressortissants d'un Etat étranger, un extrait de casier judiciaire ou un document équivalent, datant de moins de cinq mois à la date de clôture des candidatures, délivré par une autorité compétente de l'Etat d'origine ou de provenance ; cette pièce peut être remplacée, pour les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen qui exigent une preuve de moralité ou d'honorabilité pour l'accès à la profession concernée, par une attestation datant de moins de cinq mois à la date de clôture des candidatures, délivrée par l'autorité compétente de l'Etat d'origine ou de provenance certifiant que ces conditions de moralité ou d'honorabilité sont remplies,
6. une déclaration sur l'honneur du candidat certifiant qu'aucune instance pouvant donner lieu à condamnation ou sanction susceptible d'avoir des conséquences sur l'inscription au tableau n'est en cours à son encontre,
7. pour les candidats concernés, les justificatifs de l'ancienneté nécessaire dans les fonctions permettant la candidature,
8. un certificat médical d'aptitude physique et mentale à servir en outre-mer et à exercer les fonctions postulées, établi par un praticien hospitalier titulaire, datant de moins de cinq mois à la date de clôture des candidatures,
9. un certificat d'inscription ou d'enregistrement délivré par l'ordre professionnel concerné ou l'autorité auprès desquels le candidat est inscrit ou enregistré ou, à défaut, une déclaration sur l'honneur du candidat certifiant qu'il n'est pas inscrit ou enregistré. Cette pièce doit dater de moins de cinq mois à la date de clôture des candidatures,
10. pour les candidats concernés, une attestation des services accomplis (service national et services militaires obligatoires) délivrée par les autorités compétentes de l'Etat français. Pour les autres candidats, une attestation sur l'honneur de position régulière vis-à-vis des obligations militaires de l'Etat dont ils sont ressortissants,
11. les justificatifs de l'expérience professionnelle prise en compte pour le classement,

Le cas échéant :

12. un exposé des travaux et publications,
13. une liste des projets mis en place,
14. les justificatifs de participation à la vie des établissements antérieurs,
15. les justificatifs des formations suivies,

16. un tableau, validé par le ou les chefs de service concernés, exposant le type et le nombre d'actes pratiqués, dont les consultations, les visites à domicile (pour les praticiens psychiatres en particulier), les expertises, etc.

CONDITIONS DE CANDIDATURE

Conditions générales : les candidats au poste de praticien hospitalier doivent :

1. remplir les conditions requises pour l'exercice de la profession de médecin, de chirurgien-dentiste (délibération n° 431 du 9 décembre 2008) ou de pharmacien (article n° L.514 du Code de la Santé) en Nouvelle-Calédonie,
2. être en position régulière au regard des obligations du service national de l'Etat dont ils sont ressortissants,
3. remplir les conditions d'aptitude physique et mentale pour l'exercice des fonctions hospitalières postulées.

Conditions particulières : Les candidats au poste de praticien hospitalier doivent remplir l'une des conditions suivantes :

1. être professeur agrégé ou ancien professeur agrégé, maître de recherche, ancien maître de recherche du service de santé des armées,
2. être chef de clinique des universités, assistant des hôpitaux ou ancien chef de clinique des universités, assistant des hôpitaux, comptant au moins deux ans de services effectifs en cette qualité,
3. être assistant hospitalier universitaire ou assistant hospitalo-universitaire en biologie ou ancien assistant hospitalier universitaire ou ancien assistant hospitalo-universitaire en biologie, comptant au moins deux ans de services effectifs en cette qualité,
4. être assistant des universités, assistant des hôpitaux ou ancien assistant des universités assistant des hôpitaux, comptant au moins deux ans de services effectifs en cette qualité,
5. être assistant des universités odontologues, assistant des services de consultations et de traitements dentaires ou ancien assistant des universités odontologues, assistant des services de consultations et de traitement dentaires, comptant au moins deux ans de services effectifs en cette qualité,
6. être assistant spécialiste des hôpitaux ou ancien assistant spécialiste des hôpitaux, comptant au moins deux ans de services effectifs en cette qualité,
7. être praticien hospitalier selon les dispositions du décret modifié n° 84-131 du 24 février 1984,
8. être praticien des hôpitaux à temps partiel, régi par le décret modifié du 29 mars 1985, comptant au moins six années de services effectifs en cette qualité,
9. être personnel médical de l'établissement français du sang,
10. être chercheur, titulaire du doctorat en médecine ou ayant la qualité de pharmacien biologiste ou titulaire du doctorat d'exercice en chirurgie dentaire, ou, pour les postes de la discipline pharmacie, titulaire du diplôme permettant l'exercice de la profession de pharmacien, et compter au moins six années de services effectifs en cette qualité, dans un emploi permanent de l'un des organismes suivants : institut national de la santé et de la recherche médicale, centre national de la recherche scientifique, laboratoire national de la santé, institut Pasteur,
11. être médecin, odontologue ou pharmacien des centres de lutte contre le cancer et compter au moins six années de services effectifs en cette qualité,
12. être médecin ou pharmacien chimiste des armées, titulaire ou ancien titulaire du titre de spécialiste des hôpitaux des armées, ou de spécialiste de laboratoire de chimie du service de santé des armées, et compter au moins deux années de services effectifs en cette qualité,
13. être médecin-inspecteur de la santé ou pour les postes de la discipline pharmacie, pharmacien inspecteur de la santé, et compter au moins six années de services effectifs en cette qualité,
14. être inscrit sur la liste d'aptitude en cours de validité, après réussite au concours de praticien des établissements publics de santé prévu par le décret du 25 juin 1999,
15. être assistant des établissements de santé de la Nouvelle-Calédonie et compter au moins deux années de services effectifs en cette qualité,
16. avoir exercé comme médecin, pharmacien ou chirurgien-dentiste de santé publique en Nouvelle-Calédonie et totaliser dix années de services cliniques dans cette fonction.

Autres conditions relatives à l'ancienneté

1. l'ancienneté de services requise pour faire acte de candidature est appréciée à la date de clôture des inscriptions,
2. seules les périodes de services effectifs, en l'une ou plusieurs des qualités mentionnées ci-dessus, sont prises en compte pour le calcul de l'ancienneté,
3. les durées de service mentionnées ci-dessus doivent avoir été effectuées à temps plein, les services effectués à temps partiel étant pris en compte au prorata de leur durée,
4. pour le calcul de la durée de service requise, un même praticien peut faire entrer en ligne de compte plusieurs fonctions énumérées.

Conditions d'emploi

- Rémunération mensuelle de 7146 euros à 12976 euros (selon ancienneté reprise)
- Régime de congés spécifiques
- Possibilité de détachement pour les praticiens hospitaliers de statut métropolitain
- Montant des indemnités de gardes : 463,33 euros sur place – 73,77 euros à domicile – 114,48 euros par déplacement

MODALITES DE DEPOT DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature complet doit :

➤ **soit être déposé, contre récépissé**, à l'adresse suivante :

*Direction des affaires sanitaires et sociales de la Nouvelle-Calédonie
Service Tutelle et Planification Hospitalières
5, rue Galliéni - Nouméa
Immeuble Galliéni 1 – 3^{ème} étage*

➤ **soit être transmis, par voie postale, sous pli recommandé**, à l'adresse suivante :

*Direction des affaires sanitaires et sociales de la Nouvelle-Calédonie
Service Tutelle et Planification Hospitalières
B.P M2
98 849 Nouméa Cédex
Nouvelle-Calédonie*

Le respect de la date limite de dépôt des candidatures est apprécié au vu de la date de réception du dossier par la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales de Nouvelle-Calédonie (DASSNC).

Tout dossier incomplet ou non conforme à la date de clôture des candidatures ou parvenu à la DASSNC après cette date est réputé irrecevable. Le candidat sera informé des motifs de l'irrecevabilité de son dossier.